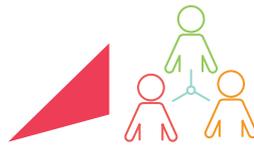




**RENFORCER LE
LIEN SOCIAL**



**HUMANISER
L'ÉCONOMIE**



**RÉVEILLER
LA DÉMOCRATIE**

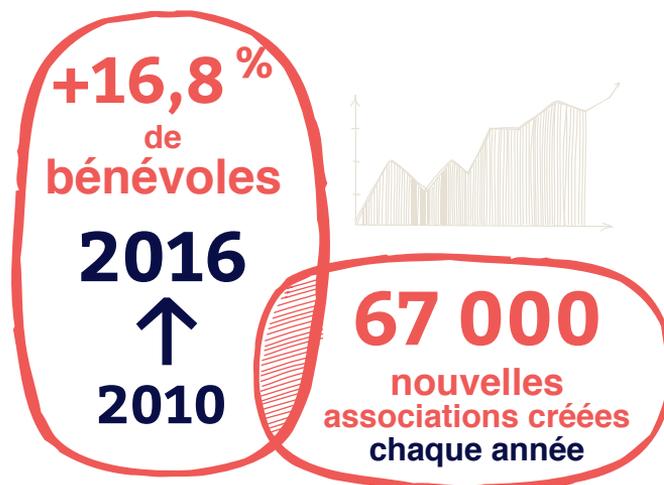
QUEL(S) PROJET(S) POUR DEMAIN ?

Notre société fait face à de multiples et profondes mutations, ouvrant sur de fortes tensions : le modèle de croissance et de développement sur lequel notre société s'est construite depuis des décennies montre ses limites économiques, écologiques et sociales ; la démocratie représentative et les institutions peinent à prendre en compte les évolutions sociétales et les attentes qu'elles font naître ; les évolutions géopolitiques, dans un monde toujours plus interdépendant bousculent les équilibres internationaux, les cadres nationaux et la portée des politiques qui tentent de s'y construire. Dans ce contexte, nous constatons le creusement des inégalités et des fractures sociales, la défiance des citoyens à l'égard de leurs représentants élus, et la tentation du repli sur soi, faisant peser des risques sur la cohésion sociale.

Retrouver les moyens de tisser les liens au cœur de la société, pour que chacun y trouve sa place, repenser l'économie pour que la réponse aux besoins sociaux et l'activité humaine en soit le cœur, revivifier notre démocratie pour l'enrichir de formes effectives de participation, permettant aux citoyens d'y prendre toute leur part : Voilà les enjeux qui sont au cœur de l'action menée quotidiennement par les associations sur tous les territoires, et sur lesquels nous voulons savoir quelles sont vos orientations pour contribuer à construire la société de demain.

UN LIEN SOCIAL NOURRI PAR L'ENGAGEMENT

Les formes de solidarités primaires se transforment sous l'impulsion des évolutions des structures familiales, des disparités territoriales et du développement de la mobilité ; les évolutions démographiques, et le creusement des inégalités fragilisent la cohésion sociale ; la question identitaire vient brouiller celle de la citoyenneté. Dans ce contexte, **soutenir le développement de l'engagement collectif est plus que jamais une urgence**. La résilience et l'énergie dont notre société a besoin dans cette période de transition, dépend en grande partie de la densité, de la force et de la qualité des liens d'engagement solidaires tissés entre ses membres et de leur contribution à la vie de la cité. Cette expérience du dépassement de soi qui entraîne les individus à donner de leur temps, de leur énergie, de leurs talents pour faire ensemble et au service des autres, est **une expérience concrète de la citoyenneté et de la fraternité républicaine, elle est facteur d'inclusion et de cohésion**.



Les associations sont des actrices majeures de cette dynamique. Elles combattent l'isolement relationnel et communautaire et tissent les liens sociaux de la société d'aujourd'hui et de demain. Partout sur le territoire, le nombre d'associations continue de croître, tout comme l'engagement bénévole, et en particulier celui des jeunes, marquant l'appétence des citoyens à s'investir et s'associer pour la collectivité, à l'échelle de quartier ou à celle du monde. Cependant, malgré ce dynamisme réel, toutes et tous n'ont pas accès de la même manière à cette expérience, la découverte de l'engagement collectif reste encore marquée par des déterminants familiaux et sociaux, et concilier vie familiale, professionnelle et sociale est souvent difficile. **Beaucoup reste encore à faire pour permettre l'effectivité d'une « société de l'engagement », ferment du lien et de la cohésion sociale.**



1 / Partagez-vous l'ambition de développement d'une « société de l'engagement » ? Avec quels objectifs et pour quelle finalité ?

> Quelle est la première et principale mesure que vous mettriez en œuvre dans cette perspective ?

> Quelles articulations voyez-vous entre l'action des pouvoirs publics et celle des associations dans cette dynamique ?

2 / Quels outils vous semblent les plus pertinents pour faciliter et valoriser l'engagement bénévole dans les parcours de vie ?

3 / Quelle place souhaitez-vous donner au service civique dans le parcours des jeunes ?

4 / Quelles sont vos propositions pour faciliter et favoriser l'engagement des actifs ?

+ / Souhaitez-vous en dire plus sur le sujet ?

UNE ÉCONOMIE AU SERVICE DES CITOYENS

Notre société se débat depuis de nombreuses années face à un taux de chômage élevé persistant, une stagnation du taux de croissance, des règles du jeu économiques bouleversées par les effets d'une mondialisation sous contrainte d'une sphère financière déconnectée des besoins des citoyens et des territoires. De surcroît, les nouvelles formes de travail et d'échanges liés notamment aux transformations technologiques bouleversent les paradigmes sur lesquels se sont construites les politiques de ces 40 dernières années. Les inégalités se creusent, et bien que la question ait été souvent posée, le PIB reste l'indicateur de référence pour mesurer la richesse de notre pays et évaluer l'impact des politiques publiques, en négligeant les indicateurs environnementaux, sociaux ou de bien-être. **Il est aujourd'hui urgent de favoriser le développement d'une économie plus juste et plus durable, intégrant pleinement les dimensions sociale et environnementale.** Comme il est urgent de reconnaître et de faire place à une pluralité d'économies. Cela passe par un changement de paradigme et par la capacité à intégrer dans la définition des politiques économiques l'apport de la réciprocité entre citoyens comme une forme d'échanges, de production et de circulation de richesses au côté des mécanismes de marché et de redistribution par l'Etat.

85 milliards €
de budget annuel total

1,8 million
de salariés (soit 1 sur 10)

= 3,2% du PIB ← dans les associations ↑

Les associations sont créatrices de valeurs, elles participent au développement économique, éducatif, social et culturel des territoires. Représentant 80% des structures de l'Economie sociale et solidaire, **les associations sont au cœur d'une économie d'usage, dédiée à la gestion des biens communs au service de tous. Une économie innovante dans ses développements, durable, respectueuse des acteurs et à l'écoute de leurs besoins.** Sans but lucratif et administrées bénévolement, les associations réinvestissent leurs excédents dans leurs projets, elles créent de l'activité et des emplois non délocalisables, et ce de façon constante depuis les trente dernières années, même dans les périodes de crise. **Mais ces dynamiques sont fragilisées aujourd'hui par l'application de logiques de marché et de concurrence à toutes les sphères de l'activité économique, y compris celles portant sur les réponses aux besoins sociaux, éducatifs et culturels.** Ce sont les choix à faire pour les politiques publiques de demain.



1 / Quelles sont vos principales orientations pour favoriser un développement économique plus juste et plus durable ?

> Quelles sont les mesures phares que vous mettriez en place prioritairement à cette fin ?

> Quelle place ont à vos yeux les acteurs associatifs dans ce développement ?

2 / Porterez-vous la dynamique initiée par la loi ESS ? Si oui, avec quelles mesures prioritairement ?

3 / Quels outils demain pour financer les actions menées par les associations au service de l'intérêt général ?

4 / Quelles sont vos propositions pour soutenir une politique pérenne de l'emploi associatif venant favoriser cette économie durable ?

+ / Souhaitez-vous en dire plus sur le sujet ?

UNE DÉMOCRATIE CITOYENNE

Depuis plusieurs années, l'évolution des résultats électoraux et des taux d'abstention qui les accompagnent inquiètent ; de façon récurrente, les enquêtes d'opinion montrent une confiance de moins en moins grande accordée par les Français aux élus politiques, peu représentatifs de la diversité de la population, et aux institutions. Alors que par ses multiples transformations, technologiques et sociologiques, la société est de plus en plus horizontale, la prise de décision politique et l'action publique peinent encore à intégrer ces nouvelles attentes. **La culture de la concertation, et encore plus de la co-construction, est très loin d'être appropriée au sein des administrations et du monde politique. La reconnaissance et l'acceptation de l'expertise citoyenne se heurtent à une culture « descendante » qui demeure forte**, alors même qu'au sein de notre Constitution, et dans des conventions internationales dont nous sommes signataires, sont reconnus le droit et la nécessité que le « public » soit associé à l'élaboration des décisions qui le concerne.

1 Français sur 2

fait + **confiance**
aux associations
qu'aux pouvoirs publics
pour gérer
les urgences sociales

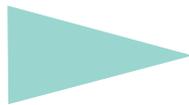


La probabilité d'avoir
voté aux élections est

**1,8 fois
supérieure**

quand on est adhérent
d'une association

L'envie d'implication citoyenne est pourtant bien là, comme le montre tout à la fois le dynamisme de mouvements spontanés répondant à tel ou tel enjeu, et la vitalité de la société civile organisée au sein du monde associatif. Les associations conservent et suscitent la confiance des Français. En leur sein se construit une parole concertée, nourrie des expériences et expertises individuelles au service d'un objet partagé. **Ces citoyens organisés ont beaucoup à apporter au renouvellement de l'action publique, devenu impératif pour répondre aux attentes et aux enjeux de notre société.**



1 / Quelle est votre vision d'une démocratie participative et citoyenne ?

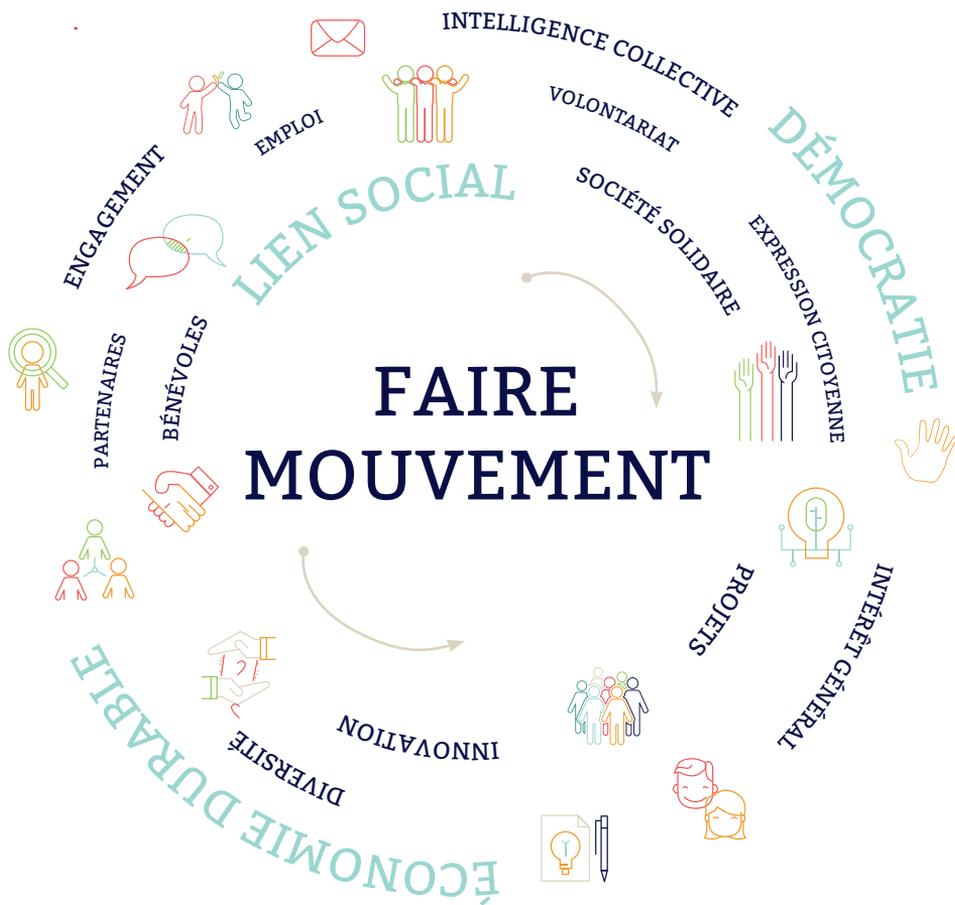
> Quelle serait votre mesure phare pour la renforcer ?

2 / Comment comptez-vous développer l'implication citoyenne au niveau territorial ? avec quelles complémentarités avec les espaces du dialogue sectoriel existants ?

3 / Quel rôle voulez-vous donner au Conseil économique, social et environnemental (CESE) et aux Conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux (CESER), en tant que lieux de représentation de la société civile organisée ?

4 / Comment structurer le dialogue entre associations, État et collectivités locales ? La Charte des engagements réciproques, signée en février 2014, en est-elle pour vous un outil ?

+ / Souhaitez-vous en dire plus sur le sujet?



Avec ses **13 millions de bénévoles** et **1,8 million de salariés**, le monde associatif est une des forces vives les plus puissantes de notre pays. Sur tous les fronts, sur l'ensemble des territoires et à l'international, au plus près des besoins, les associations agissent et innovent chaque jour dans l'intérêt général. Actrices de l'économie, elles créent de l'emploi, génèrent de l'activité, impulsent des projets. Organisées en réseaux, fédérations, unions aux différents échelons territoriaux, elles sont des interlocuteurs des pouvoirs publics.

Rassemblant, au travers de ses membres, près de 600 000 associations (soit 1 association sur 2), Le Mouvement associatif est le porte-voix de ces dynamiques associatives.

MEMBRES DU MOUVEMENT ASSOCIATIF

